

ADDIP

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'IDENTITE DES PYRENEES

16 novembre 2010, l'ADDIP communique :

Objet : communiqué FNSEA et FNO du 15 novembre : grands prédateurs, rupture avec l'Etat

L'ADDIP, Coordination pyrénéenne, a pris connaissance avec une très grande satisfaction de la position nationale exprimée ce 15 décembre 2010 par la FNSEA et la FNO (Fédération Nationale Ovine) sous le titre : « *Grands prédateurs, la rupture avec l'Etat - Le pastoralisme et la biodiversité en danger* ».

Rupture avec l'Etat : l'ADDIP et les forces vives du massif ont fait ce choix réfléchi dès 2008 lors de la mise en place du Groupe Ours dans les Pyrénées. Choix confirmé et amplifié en juin 2009 au point que ce pseudo groupe de dialogue pour des décisions arrêtées par ailleurs a sombré corps et âmes.

En mai 2008, le bilan à mi parcours du plan ours publié par l'ADDIP ⁽¹⁾ montrait déjà comment, au delà des postures dites de « concertation » affichées par l'Europe et l'Etat, au delà même des attaques aux troupeaux aussi insupportables soient elles, c'est toute une machine de guerre qui se mettait en marche contre le caractère humanisé de nos massifs : une politique affirmée d'ensauvagement, d'exclusion, qui menaçait directement la place et le rôle essentiels de l'homme dans nos montagnes, toutes les activités économiques (pastoralisme, forêt, tourisme au premier chef), et cette très riche biodiversité ordinaire et agricole que depuis des millénaires le pastoralisme a su y créer en union avec la nature des lieux.

Ce n'est pas uniquement **contre** cette politique d'ensauvagement que l'ADDIP fédère les forces vives des Pyrénées, c'est d'abord **pour** affirmer la volonté de ce massif de continuer à être ce qu'il est : un territoire « *riche de savoir faire, de paysages façonnés par des pratiques agricoles séculaires, de races et variétés locales et de produits naturels et de qualité* » comme le dit aujourd'hui le communiqué FNO/FNSEA pour l'ensemble des montagnes de France.

A l'heure où l'Etat vient d'annoncer au Comité de Massif un « *projet de lâcher d'une ourse* » dans les Pyrénées Atlantiques, nous nous réjouissons que la FNSEA et la FNO soulignent que le dialogue avec l'Etat ne redeviendra possible que « *sous la condition de /son/ engagement de renoncer aux lâchers* ».

C'est, de notre part à tous, un autre engagement, mais pour un avenir très différent de celui auquel certains voudraient nous réduire : **non à l'ensauvagement, à la sanctuarisation, oui à des montagnes vivantes, belles, humaines, actives et accueillantes comme elles l'ont toujours été.**

ADDIP, Association pour le Développement Durable de l'Identité des Pyrénées, Coordination des associations pyrénéennes ASPAP 09, ADIP 31, ASPP 65, FTEM 64.

Contacts :

ADDIP : Philippe Lacube 06.72.43.85.02 Bruno Besche-Commenge 06.72.22.85.54

ASPAP 09 : Gérard Dubuc 06.10.60.34.26

ADIP 31 Béatrice Soltero 06.19.65.17.47

ASPP 65 : Marie-Lise Broueilh 06.30.36.97.52

FTEM 64 : Jean-Pierre Pommiès 06.87.66.29.03

⁽¹⁾ Voir : « **Écologie, un vrai problème manipulé de façon inquiétante - bilan de la situation créée aujourd'hui par le "Plan de restauration et de conservation de l'ours brun dans les Pyrénées 2006-2009" et conséquences pour l'avenir du massif.** »

<http://www.aspap.info/contenu/ADDIP%20bilan%20plan%20ours%202006-2009.pdf>

et <http://www.pyrenees-pireneus.com/ADDIP-Bilan2008.pdf>